

Non aux communes de voleurs ! A la lutte, masses laborieuses du Maroc !

lundi 15 juin 2009, par [Al Mounadil-a](#) (Date de rédaction antérieure : 8 juin 2009).

Le Maroc vit, depuis son "indépendance" des colonisations françaises et espagnoles il y a 53 ans, sous un système d'autoritarisme politique et d'oppression économique et sociale.

Politiquement, le destin de millions de marocains est décidé par une poignée de personnes qui se sont octroyés tous les pouvoirs et qui font taire par la répression toute voix contestant leur dictature.

Ce pouvoir autocratique utilise un système économico-social où une minorité détient les richesses du pays alors que la majorité du peuple vit dans le chômage, l'exploitation et ses conditions sociales ne cessent de se dégrader : santé, éducation, logement,...

Tout cela se situe dans le cadre d'une nouvelle colonisation où le système de protectorat est remplacé par le « partenariat » avec l'Union Européenne et divers accords officiels ou secrets qui placent l'économie du pays entre les mains de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, sans oublier les accords militaires internationaux avec les impérialismes européen et américain dont le peuple ignore l'existence.

Nous sommes sous la joute d'une dictature à tous les niveaux, une dictature qui s'est établie en supprimant toute opposition, utilisant répression violente d'un côté et corruption et récupération de l'autre. C'est une poignée de fer dorée de discours autour des « droits humains », « développement humain », et « modernité ».

Et toutes les institutions, du parlement aux conseils communaux, ne sont que de façade, les politiques se décidant en dehors, sans aucune expression de la volonté populaire.

Malgré tout cela, tous les partis politiques participant aux élections promettent aux marocains une belle vie dès lors qu'ils seront dans les institutions, même dans les communes.

Ces partis ne servent qu'à donner des fausses illusions au peuple, soutiennent la dictature en place et le maintien du système d'exploitation.

Les maux dont souffrent les masses laborieuses du Maroc ne proviennent pas de la mauvaise gestion des communes, ces dernières ne peuvent être un moyen pour améliorer, même pas légèrement, les conditions de vie de la majorité exploitée.

Ni dans les villes ni dans les campagnes, il ne peut y avoir de solutions

locales à des maux qui proviennent d'un système global d'exploitation et d'oppression.

Le changement de la situation de la majorité laborieuse ne peut provenir des communes ni autres institutions élues, même dans le cas où elles seraient transparentes. Les institutions bourgeoises élues et le système parlementaire en général, même dans les pays les plus démocratiques, n'est pas une expression de la volonté populaire. C'est un outil d'oppression aux mains du capital, c'est une forme "démocratique" de la domination de la classe bourgeoise. Et les communes ne sont qu'une partie dans cet appareil bourgeois.

La vraie solution au problème se situe en dehors des institutions, c'est dans la rue, dans les lieux de travail, d'études, dans les quartiers populaires.

Les grèves, les manifestations et toutes les formes de lutte populaire sont les uniques modes de lutte décisive entre la majorité laborieuse et ses oppresseurs.

Cette lutte suppose des outils : les syndicats ouvriers, les organisations populaires dans les quartiers et les campagnes, les organisations de chômeurs, de femmes, des jeunes dans les écoles et les universités,... en plus d'une organisation politique qui unit autour d'un programme de changement.

C'est pour toutes ces raisons que les efforts des militants doivent se diriger vers la construction du parti de lutte pour un changement radical, implanté dans les syndicats ouvriers et les organisations populaires, encourageant l'auto-organisation ; un parti qui participe aux élections de la pseudo-démocratie tant que la combativité des travailleurs n'est pas encore en mesure de les remplacer par des conseils ouvriers et populaires ; une participation sans illusions de « changement de l'intérieur » ou même de réalisation de réformes, mais une participation permettant d'avoir une tribune, où la présence dans les institutions servirait à élever la conscience politique des masses laborieuses et à les armer d'un programme de changement révolutionnaire de la société.

La participation aux élections n'est qu'un moyen secondaire par rapport à l'action populaire directe. Cette participation est subordonnée à une stratégie visant à en finir avec le système d'exploitation et d'oppression.

Ce type de parti qui utilise efficacement la tactique du parlementarisme révolutionnaire, dont l'utilité et la nécessité a été démontrée par l'histoire du mouvement ouvrier, n'existe pas encore au Maroc. Sa construction est une tâche qui incombe à l'avant-garde consciente parmi les travailleurs, les jeunes et les femmes. Cela constitue la raison d'être du journal « al-mounadil-a ».

Les conseils municipaux et ruraux passés, ainsi que celles qui seront élues le 12 juin, ne sont que des outils aux mains du pouvoir de répression et d'oppression. Ce ne sont que des lieux de mensonges, de corruption et de vol et des outils aux mains du capital pour accumuler ses profits en privatisant les services publics. Ils ne sont dotés d'aucune force d'action indépendante à cause de leur soumission au ministère de l'intérieur, ils ne pas soumis au contrôle de ceux qui les ont élus et qui ne peuvent les changer pendant 6 ans.

C'est pour tout cela que les conseils municipaux et toutes les institutions nationales ne peuvent représenter les citoyens, dans l'absence d'une constitution démocratique décidée par une assemblée élue et soumise à référendum, une assemblée constituante. Cette constitution doit mettre en place les bases d'une reconstruction totale de la société, politiquement et économiquement et socialement, pour des conditions de vie satisfaisantes et une véritable démocratie.

La résistance des masses laborieuses du Maroc face à la tyrannie ainsi que leurs grands sacrifices ont permis de maintenir une petite marge de libertés d'expression et d'organisation, qu'il est nécessaire d'élargir et d'approfondir de façon à permettre la construction d'organisations syndicales et populaires de lutte, démocratiques, et un parti ouvrier et populaire.

Les résistances sociales dans les campagnes délaissées, la défense continue des jeunes étudiants et chômeurs des droits à l'éducation et l'emploi, la résistance des syndicats ouvriers face aux attaques, tout cela constitue des raisons pour être optimiste et intensifier les efforts pour construire les outils de lutte et un mouvement démocratique populaire pour une assemblée constituante, et pour arriver à la démocratie des conseils ouvriers et populaires et l'autogestion.

En avant donc, ouvriers et laborieux du Maroc, femmes et jeunes, pour la lutte pour une assemblée constituante qui reconstruit le Maroc sur des bases démocratiques et d'égalité sociale.